



## ÉTUDES CONFINÉES : LA SOLIDARITÉ N EST PAS UN ÉTAT D EXCEPTION

La fermeture des établissements scolaires et universités a été annoncée le 12 mars, et a été associée le jour de son commencement à un confinement total. Depuis lors l'État enchaîne les mesures sans prévenir, obligeant les universités à entrer dans une démarche d'improvisation systématique, naviguant à vue sur la base de pouvoirs exceptionnels et de calendriers incertains. Et au bout de la chaîne, ce sont les étudiant.e.s qui doivent s'adapter.

Nombre d'entre nous doivent faire face aux problèmes quotidiens : travailler pour payer le loyer, ou trouver comment le payer quand notre emploi est à l'arrêt ; se dégager un espace de travail dans les familles nombreuses, ou repousser le stress et l'angoisse de la solitude ; trouver de la connexion internet, ou attendre son tour sur l'ordinateur partagé. Et ce ne sont que des exemples non exhaustifs des multiples situations auxquelles nous sommes confronté-e-s. Le confinement abrupt nous a tous et toutes plongé-e-s dans une incertitude totale, que les injonctions contradictoires du gouvernement et les errances des universités ne font qu'entretenir.

Dans ce contexte émergent des solidarités entre étudiant-es, comme dans le reste de la société : nous nous auto-organisons, en partageant nos cours, nos lieux de vie. Nous devons pallier les manques matériels et pédagogiques, et consolider la solidarité avec celles et ceux dont la situation est la moins favorable. Dans nos promotions faisons pression pour faire suspendre la sélection en licence et en master, et pour

que les modalités des examens nous soient plus favorables que des partiels à distance, voire pour que les examens soient validés automatiquement. Obtenir des mesures de protection au supermarché où l'on travaille, ou bien empêcher que l'entreprise rouvre alors qu'elle n'est pas essentielle, nous n'aurons la force de le faire qu'avec nos collègues.

Cette crise sanitaire ne fait que révéler l'ampleur de l'urgence sociale et économique à laquelle les travailleurs et travailleuses en formation font face dans le suivi de leurs études, en période de crise comme en dehors. **Mais si cette crise sanitaire est une situation déjà bien compliquée, la crise économique qui va suivre aggravera encore davantage notre situation** : chômage de masse, impossibilité de se loger, réduction des droits et contrôle de la population, auxquels s'ajouteront les mesures de redressement économique qui, disons le, ne feront que nous défavoriser et nous précariser, au profit des grands actionnaires et des possédants qui voudront retrouver leurs profits perdus. **La sacro-sainte économie passera avant nos études.**

**Les initiatives solidaires comme bases de la société future.**

Contre la dynamique de précarisation, les solidarités qui se sont révélées pendant cette période peuvent être la base d'un autre modèle de société. Continuer à redévelopper les outils de solidarité pédagogique entre étudiant-

es ainsi que les réseaux d'entraide matérielle est plus que jamais d'actualité : logement, nourriture, transports, que ce soit dans une même filière, entre elles, ou entre campus. Ces bases de fonctionnement solidaire nous permettront de mieux nous défendre contre les attaques imminentes de l'État et des capitalistes. Il faut pour cela renforcer les organisations syndicales étudiantes, ou créer des cantines solidaires et autres initiatives associatives, et lutter, dans chaque université pour que soit garanti le respect de nos droits individuels et collectifs.

Enfin, **se battre pour un autre modèle de société ne peut se faire sans faire de travail de fond sur nos lieux d'études, ni sans se rapprocher des luttes des autres secteurs**, en restant dans une logique de chacun-e pour soi. Encore une fois ce rapprochement peut se faire par le biais des organisations syndicales, qui ont définitivement un rôle majeur de contre-pouvoir à jouer dans la période où nous nous trouvons. Car on le voit bien dans notre situation de confinement, lorsque les travailleurs et travailleuses cessent le travail, l'économie ne fonctionne plus : **C'est à nous qui faisons tourner le pays, à nous qui prenons les risques au quotidien, à nous qui sommes les premier-es affecté-es par les crises, de prendre les décisions, de contrôler notre avenir** - et pas aux possédants, qui nous fournissent en ce moment la plus belle preuve de leur magistrale inutilité.